

Sur la base des consultations de Versailles, le Canada a été prié de proposer à New York certains amendements relativement mineurs au texte du Groupe des 77. Pendant les trois dernières semaines de juin, nous avons poursuivi une série intensive de négociations avec les dirigeants du Groupe. Malheureusement, aucun accord final ne put être réalisé dans le délai imparti. Puisqu'il fallait clarifier le statut des amendements de Versailles, il se peut que ce retard ait contribué en partie à dissiper l'élan de la négociation. Mais j'ai été tout particulièrement déçu que le Groupe des 77 n'ait pu accepter les changements proposés. Je crois d'ailleurs savoir que la majorité des pays en voie de développement auraient été disposés à le faire.

J'aimerais donc profiter de l'occasion pour demander de nouveau au Groupe des 77 de réexaminer sa position. Si notre objectif commun consiste sans doute à lancer les négociations globales — et de les lancer au plus tôt — nous devons assurément nous interroger également sur l'utilité des jeux de mots sans fin. Le texte présenté en juin est, dans une large mesure, le même texte que celui proposé par le Groupe en mars. Approuvé aux plus hauts niveaux politiques par les pays du Sommet, il est également appuyé par tous les pays développés qui le considèrent comme une base raisonnable devant permettre le lancement des négociations globales. Je ne peux donc qu'espérer que le Groupe des 77 réexaminera sa position dans cette optique. J'incite ses membres à saisir la possibilité qui s'offre de crainte que le moment de décision — et peut-être l'occasion rêvée — ne nous échappe. Comme le disait Shakespeare, « les affaires humaines ont leurs marées qui, saisies au moment du flux, conduisent à la fortune ; l'occasion manquée, tout le voyage de la vie se poursuit au milieu des bas-fonds et des misères. Nous voilà lancés sur ces flots ; à nous donc de saisir le courant salubre de peur de sombrer dans nos desseins. »

Si un accord n'est pas conclu bientôt, les membres de la communauté internationale en viendront de plus en plus — et fort naturellement — à se concentrer sur d'autres moyens qui s'offrent pour poursuivre le dialogue, comme l'intensification des préparatifs de la sixième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui doit se tenir à Belgrade le printemps prochain. C'est peut-être déjà ce qui commence d'ailleurs à se produire. Car même si le concept des négociations globales continue d'offrir la possibilité d'un dialogue expérimental et innovateur, il ne faut jamais oublier qu'il ne s'agit que d'un « processus », c'est-à-dire d'un moyen d'obtenir des progrès sur les questions de fond, qui sont d'ailleurs les plus importantes.

La récession
perdure

Toutefois, et ce point me préoccupe beaucoup plus, l'environnement économique ne favorise pas le progrès sur les questions de fond. La forte récession économique que nous connaissons tous actuellement ne s'est pas encore résorbée. L'inflation, le chômage, les déficits budgétaires et les taux d'intérêt restent élevés, engendrant des effets économiques et sociaux pernicieux. Quant à nombre de gouvernements, face à des populations anxieuses et souvent mécontentes, ils s'efforcent de plus en plus de mettre de l'ordre chez eux.